

N° 11

25^e année · mercredi 16 mars 2022

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 · 1005 Lausanne · tél. 021 321 14 60 · redaction@evenement.ch · www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA



OLIVIER VOGELSANG

Le 8 mars dernier, les femmes se sont mobilisées partout en Suisse à l'appel des collectifs de la Grève féministe et des syndicats pour s'opposer à l'augmentation de l'âge de la retraite, aux inégalités, aux violences, ainsi qu'à la guerre en Ukraine. **PAGES 6-7**

POINT DE MIRE

Guerre à la guerre!

Sylviane Herranz

Les peuples veulent la paix. Les gouvernements livrent des armes. Et profitent de l'agression russe contre l'Ukraine pour gonfler leurs budgets militaires. Dans de nombreuses villes d'Europe et ailleurs dans le monde, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues pour demander l'arrêt des combats en Ukraine. En Allemagne, elles étaient 250 000 à Cologne au tout début du conflit, des centaines de milliers à Berlin, jusqu'à 500 000 avancent certains, réunies sous la devise «Stop à la guerre. La paix pour l'Ukraine et toute l'Europe». Malgré cette vague populaire, le gouvernement d'Olaf Scholz a annoncé le déblocage de 100 milliards d'euros pour réarmer

son pays, et la livraison d'armes à l'Ukraine, rompant avec sa politique non interventionniste. De nombreux autres pays lui ont emboîté le pas. En Suisse aussi, les protestations se sont succédé: 20 000 personnes à Berne le 26 février, 40 000 à Zurich le 5 mars et des milliers encore à Genève. Ce même jour, à Rome, 50 000 personnes se sont mobilisées à l'appel des syndicats et de nombreuses organisations. «Il n'y a pas de guerres justes ni de bombes intelligentes» a déclaré Maurizio Landini, secrétaire général de la CGIL, la centrale syndicale italienne, qui s'est élevé contre la livraison d'armes à l'Ukraine. En Russie également, les manifestations n'ont pas cessé, conduisant à des milliers d'arrestations.

Alors que des combats meurtriers font rage, les multinationales du négoce et de l'armement se frottent les mains. Leurs valeurs boursières s'enveulent. L'action de Glencore, géant suisse des matières premières, a par exemple augmenté de 15% depuis le déclenchement des hostilités. Une flambée constatée aussi du côté des marchands d'armes. Selon le site zonebourse.com, les «grands gagnants» des hausses de budget de la défense de plusieurs pays sont les fabricants d'avions à réaction, de missiles et de radars. Avec des actions qui prennent l'ascenseur, entre 15 et 80%!

Les vainqueurs de cette politique guerrière sont connus. Les perdants aussi. Ce sont les peuples, les salariés, la jeunesse qui en paient le prix fort. Un tribut fait de sang, de morts, de détresse, d'exil, de destructions massives pour les Ukr

niens. Et de misère pour les populations d'Europe et de Russie, touchées par la flambée des prix ou les difficultés d'approvisionnement. Oui, les peuples veulent la paix. La guerre est l'instrument des puissants, du grand capital, des oligarques et des profiteurs, qui n'ont aucun scrupule à faire sombrer dans la barbarie des populations entières pour défendre leurs propres intérêts.

Il y a 110 ans à Bâle, des socialistes et des militants ouvriers de 21 pays se réunissaient en Congrès international extraordinaire, alertés par la guerre fratricide en cours dans les Balkans. Dans la salle, face aux 555 délégués réunis les 24 et 25 novembre 1912, une large banderole affichait leurs devises: «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!» et «Guerre à la guerre!». Après deux jours de débat, un Manifeste a été adopté. Il appelait les «prolétaires et socialistes de tous les pays» à faire entendre leur voix par tous les moyens possibles pour opposer «au monde capitaliste de l'exploitation et du meurtre des masses le monde prolétarien de la paix et de l'union des peuples».

Face au conflit meurtrier en Ukraine, renouons avec les devises de nos prédecesseurs. Car le seul moyen de stopper cette barbarie, c'est de lutter partout où l'on se trouve contre ceux qui se nourrissent du sang et des larmes des exploités et des exploités. ■

PROFIL



Thierry Pellet, aux sources de l'émerveillement.

PAGE 2

UKRAINE

Face à l'horreur, la solidarité.

PAGE 3

CONSTRUCTION

Les contremaîtres se mobilisent.

PAGE 5

NETTOYAGE

Haro contre le harcèlement.

PAGE 9

Sonya Mermoud

Il peut passer des heures, immobile, à guetter derrière ses jumelles la présence d'un chevreuil; contempler, à quatre pattes, l'éclosion des premières orchidées, «ces ambassadrices de la beauté des fleurs»; admirer l'organisation d'une fourmilière et leurs habitantes sorties se gorger des premiers rayons de soleil... Ce spectateur patient et attentif trouve dans sa profession un prolongement à sa passion. Engagé en 2012 comme directeur du Centre Pro Natura de Champ-Pittet, Thierry Pellet a opéré un «virage professionnel vert», intéressé depuis longtemps par la thématique. «J'ai grandi au milieu de moutons, poules et lapins. Mon père visait l'autosuffisance alimentaire. Nous habitions dans une maison coinée entre l'aéroport de Cointrin et l'autoroute», sourit l'homme de 56 ans. Au fil des ans, le Genevois, férus de balades, devient un fin observateur de l'environnement. Et étoffe ses connaissances autodidactes par des formations en immersion organisées dans le cadre de sorties. Aussi, quand une place de directeur se libère à Pro Natura, il y a dix ans, il n'hésite pas à postuler. S'il ne dispose pas du bagage scientifique généralement privilégié par l'organisation pour ce type de fonction, le licencié en économie politique possède d'autres atouts.

VIE DE CHÂTEAU

Thierry Pellet a œuvré de nombreuses années au sein de la Déclaration de Berne devenue Public Eye. Il a travaillé ensuite à l'Hospice général, puis comme secrétaire général à la Chambre de l'économie sociale et solidaire, rejoignant cette structure dès son origine. Sans oublier, auparavant, un contrat à durée déterminée pour le compte du Centre de contact Suisses-immigrés. Une trajectoire riche et variée qui a fait de lui un manager d'ONG expérimenté, sensible, de surcroît, à la cause écologique. «Animé par cette envie de changement, j'ai découvert l'annonce de Pro Natura et tenté ma chance. J'ai pris ce train qui passait», illustre Thierry Pellet. Une image au sens figuré mais aussi au sens propre. Vivant dans la Cité

«Je veux croire que, dans notre sagesse humaine, nous réussirons à relever ce défi»

de Calvin, le directeur du Centre est un abonné du rail et rallie par ce moyen son lieu de travail. Il effectue aussi volontiers la dernière partie du parcours à pied ou à vélo. «Le trajet en vaut vraiment la peine», souligne Thierry Pellet, séduit par la diversité de son activité professionnelle comme par son cadre «magnifique»: un château du XVIII^e siècle au cœur d'une extraordi-

LA NATURE, SOURCE INÉPUISABLE D'ÉMERVEILLEMENT

Directeur du Centre Pro Natura de Champ-Pittet, Thierry Pellet voit à la nature une passion aux racines profondes

naire réserve naturelle. A la tête d'une vingtaine de personnes, le responsable connaît pas de journée type, entre l'organisation de séances, les questions informatiques, les sorties sur le terrain pour échanger avec ses employés, rencontrer le public, etc. De quoi diversifier le quotidien de ce directeur profondément humaniste - un trait de sa personnalité qui se reflète dans sa manière de mener son équipe - et soucieux de développer, de faire rayonner le site. Une démarche en phase avec l'engouement pour l'environnement qui n'a cessé de croître profitant aussi à Pro Natura, la plus vieille organisation écologique du pays fondée en 1909.

OPTIMISTE PAR DÉFAUT

«Cette recrudescence d'intérêt s'est notamment concrétisée par une augmen-

tation des membres passant, en une décennie, de 10 000, à 170 000.» Enthousiasme également renforcé pour les produits locaux et le bio. La pandémie de Covid a en outre généré, à Champ-Pittet, un afflux massif de visiteurs, dont nombre de jeunes privés de lieux de loisirs en raison de leur fermeture. Le plus souvent pour le meilleur. Mais pas toujours. «Une majorité s'est montrée respectueuse du site, mais certains ignoraient les codes. Séance de fitness et musique à fond, abandon de déchets... Face à des incivilités, il a fallu parfois rappeler les règles, canaliser, expliquer», précise Thierry Pellet, qui porte sur la préservation de la nature un regard tantôt confiant, tantôt noir. «D'un côté, je suis un indécrottable optimiste, sinon déprime. Je veux croire que, dans

notre sagesse humaine, nous réussirons à relever ce défi. Mais de l'autre, j'observe l'évolution négative de la planète, la nature prédatrice des humains. Mon pire cauchemar? Que le frein à main ne soit pas tiré à temps, que nous foncions droit dans le mur. L'effondrement est plus qu'une hypothèse», s'inquiète Thierry Pellet, qui nourrit de la sympathie pour les déférés mouvements pour le climat.

COHÉRENT

«A titre personnel, j'estime qu'ils représentent une grande source d'espoir. L'engagement de jeunes, au-delà des débats sur la légalité de certaines actions, s'avère nécessaire pour secouer la société, l'échiquier politique, alors que nous connaissons tous, via les alarmes répétées des scientifiques, les risques

qui pèsent sur la Terre.» Le cinquantenaire, divorcé et père de deux garçons de 23 et 24 ans, agit encore pour sa part en tant qu'artisan de la transition, animant des soirées de réflexion sur les écogestes. A son niveau, il a par exemple renoncé à posséder une voiture et limite ses voyages en avion - «Un tous les deux ans en y donnant du sens». Il a par ailleurs opté pour les prestations d'une banque alternative et des assurances coopératives. Se définissant comme une personne profondément reliée au vivant - «Le sacré se trouve partout» - cultivant l'humour, cet adepte de la méditation se ressource dans les relations humaines et, bien entendu, la nature. Sportif, férus de randonnées et de photographie, ce fan du naturaliste Robert Hainard voit, outre aux orchidées, une passion toute particulière au lynx. «Le graal», image l'écologiste, qui s'est déjà rendu à six reprises en Andalousie dans l'espérance de l'apercevoir. «Je suis rentré cinq fois bredouille. C'est comme un cheminement qu'effectue un pèlerin à la recherche de quelque chose qui ne s'offre pas. Avec un aspect mystique de la quête, à l'affut des heures durant d'un félin insaisissable...» Un animal sauvage, secret et iconique d'une nature appréhendée par Thierry Pellet comme une source inépuisable d'inspiration et d'émerveillement... ■



DE BIAIS

Christophe Gallaz

L'ŒIL DE POUTINE ET LES ENFANTS DU PARADIS

Je songeais à Poutine propulsé sur tous les supports médiatiques depuis la nuit du 24 février dernier, quand jaillit dans l'espace électronique sa déclaration de guerre à l'Ukraine. Et je songeais plus précisément aux portes de ses palais. Et plus précisément encore à toutes ces photographies et ces vidéos qui le montrent en train de franchir le seuil, en direction de nous les spectateurs de ces images, d'une double porte manœuvrée par deux gardes d'honneur

confits d'obéissance: il s'approche de nous sanglé dans un costume impeccable, cultivant sa démarche dynamique et surexhibée de judoka félin, comme pour investir notre espace et nous y détruire au besoin. Une apparition de conquérant magique. Et pendant ce type de séquences il promène autour de lui son regard qu'on dirait revenu de ces catacombes mentales où sont fomentés chez tout être vicieux les dédales du mensonge, les jouissances du cynisme et l'élaboration du crime. Avec ses deux yeux si rapprochés de part et d'autre du nez qu'ils paraissent n'en faire qu'un seul au milieu du visage, je veux dire qu'une seule meurtrière de cyclope ou qu'un seul canon de pistolet posé sur l'appui d'une bouche close aux lèvres minces. C'est alors qu'on aperçoit par-dessus l'épaule de ce tsarillon, comme en filigrane, la silhouette de son complice Kirill, dit Cyrille en français. Qui fut comme lui petit agent du KGB soviétique dans les années soixante-dix, sous le faux nom de Mikhaïlov, ayant d'escalader les degrés de l'Eglise or-

thodoxe nationale jusqu'à devenir patriarche de Moscou et de toute la Russie. Et de se poser en défenseur des valeurs traditionnelles locales ou décretées telles face à ce qu'il nomme «la guerre culturelle» menée par un Occident «décadent», à laquelle il s'agirait d'opposer «la guerre sainte» de Poutine en Ukraine. Tel fut son sermon le 6 mars dernier, dans ces termes mêmes, en la cathédrale du Christ-Sauveur construite en 1812 à cinq petits kilomètres du Kremlin, pour saluer la victoire infligée par l'Empire à la Grande Armée de Napoléon I^{er}. Il résulte de ces circonstances un pouvoir inattaquable au sommet de l'Etat russe qui s'irrigue à la quadruple source des personnes et de leurs réseaux semi-clandestins sinon cryptomafieux, de l'Histoire malmenée par tous les révisionnismes opportuns, du capitalisme sauvage et de la fiction religieuse travaillée par ses relectures toujours faciles à légitimer, aillent-elles jusqu'au degré du délire convaincant. Comme on l'observe ces jours mêmes, l'agression de

l'Ukraine est la production logique ou disons mécanique de cette structure patiemment façonnée depuis trois ou quatre lustres par un Poutine obsessionnellement fidèle à ses caps - quels qu'en soient les coûts en termes d'intérêt général et de vies humaines. Or le délire n'est peut-être que le stade enfiévré de la norme sensée, ou son extase pervertie. Et dans notre Suisse infiniment régentée de son rez-de-chaussée sociétal à son faîte gouvernemental, j'ai reçu dans le cœur la déclaration guerrière de Poutine, et ses dévastations subséquentes, comme si j'étais moi-même une sorte d'Ukrainien diffus. En éprouvant à l'endroit de l'agresseur un mélange indistinct d'angoisse et de rage. Bien sûr, me suis-je raisonné. Nous vivons ici dans un pays serein qui n'est en rien comparable avec l'Empire poutinien, et la jolie vie qui s'y déroule au quotidien ne l'est pas davantage avec ce que perpète son Empire malade à Kharkiv ou Marioupol. Mais le fond de l'air en notre temps globalisé se définit entre tous les lieux habités de la planète, soient-ils su-

perficiellement dissemblables, par tout un déploiement d'analogies, de symptômes en miroirs et de mises en abyme évoquant précisément les agencements de la poupée russe. Mon petit pays en serait-il une petite dans la grande poutinienne? Peut-être. Comme archétype de l'ordre et de la quasi-servilité sans éclat ni dissidence que la majorité démocratique lui voue. Ou par ce réflexe, lourdement manifesté dans les premiers moments de la pandémie coronavirale, nous convoquant au contrôle permanent les uns des autres. Voilà, des esquisses d'intuition. Le genre d'iritations mentales et psychiques éprouvé par les artistes, vocalis par lequel j'entends tous ceux que leurs antennes de perception projettent en situation d'alarme incessante. Nous sommes ici les enfants d'un paradis connaissant quelques signes de l'enfer, et les aimant, comme si la planète était brusquement un seul sac de larmes. ■



«Le bonheur, c'est se sentir authentiquement bien, ici et maintenant. Je suis heureux et mesure ma chance», note Thierry Pellet.

FACE À L'HORREUR, LA SOLIDARITÉ

De nombreuses ONG travaillent avec des organisations locales pour venir en aide aux millions de réfugiés ukrainiens. Solidar Suisse est l'une d'elles

Propos recueillis par Aline Andrey

Plus de 2 millions de personnes, majoritairement des femmes et des enfants, ont fui les bombardements russes qui plongent l'Ukraine dans une guerre dont on ne peut prévoir l'issue. Partout en Europe, les appels aux dons et les hébergements mis à la disposition par des citoyens engagés sont exemplaires. Dans les Etats voisins du pays assiégié, les ONG se mobilisent pour venir en aide aux réfugiés toujours plus nombreux. Solidar Suisse, issue de l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO), soutient deux organisations partenaires en Roumanie, LOGS à Timisoara et le *Migrant Integration Center* à Brasov. Elles fournissent nourriture, hébergements, premiers secours et conseils aux personnes en fuite. Le point avec les porte-paroles de Solidar, Lionel Frei en Suisse et Melanie Wirz en Roumanie.

QUESTIONS RÉPONSES

Que fait Solidar Suisse pour venir en aide aux réfugiés?

Lionel Frei: Nous avions déjà travaillé par le passé en Roumanie. C'est pourquoi, dès le début de la crise, nous avons activé notre réseau sur place et choisi de travailler avec deux organisations, spécialisées dans les questions migratoires. Nous fournissons de l'aide d'urgence, du matériel médical, des repas chauds, un lieu pour dormir, un soutien psycho-social, car les personnes qui arrivent sont traumatisées. Elles ont aussi besoin de conseils, car elles ne savent pas toujours où aller ni que faire. La migration, comme toujours, comporte un milliard d'inconnues.

La plupart continuent leur route vers l'ouest...

Melanie Wirz: Rien que mercredi, 30 000 personnes sont entrées en Roumanie, alors que 25 000 autres quittaient le territoire vers l'ouest. La plupart veulent rejoindre des membres de leur famille. Et entrer dans l'espace Schengen permet de voyager plus facilement. Sans compter que la Roumanie est le deuxième pays le plus pauvre d'Europe, après la Moldavie.

Ce sont surtout des femmes et des enfants qui fuient la guerre...

M.W: L'Unicef estime que la moitié des exilés sont des enfants. Les hommes restent dans leur pays pour combattre. J'ai rencontré trois jeunes femmes ayant laissé leur mari en Ukraine qui m'ont dit être très fières d'eux. Entre 18 et 60 ans, les hommes n'ont pas le droit de sortir, sauf s'ils ont un handicap et ne peuvent donc pas servir dans l'armée ou s'ils ont plus de trois enfants. C'est ce que j'ai entendu, mais je n'ai pas pu vérifier sur place à la frontière.

Qu'est-ce qui vous a le plus surprise en Roumanie?

M.W: La solidarité des Roumains, qui n'ont déjà pas grand-chose mais qui donnent énormément. Dans un des centres d'accueil que j'ai visités, il y a des piles de vêtements chauds et de chaussures, car il fait très froid en ce moment et des personnes ont quitté l'Ukraine en pantoufles! Les personnes qui arrivent directement de Roumanie sont en voiture ou à pied. Durant leur fuite, certains délaissent leur véhicule faute de benzine ou parce que les files d'attente à la frontière sont trop longues.

La Chaîne du bonheur a récolté 50 millions de francs en une journée. Du jamais-vu?

L.F: A ce jour, la Chaîne du bonheur a reçu plus de 80 millions de francs de dons. De notre côté, nous n'avons jamais assisté à un tel élan de solidarité: 1 million de francs en deux semaines. Ces dons proviennent essentiellement de citoyens, mais aussi d'organisations dont nous sommes proches telles que les syndicats et le Parti socialiste. Grâce à l'appui de la Chaîne du bonheur, nous allons probablement pouvoir encore élargir notre soutien. On ne peut que se réjouir de cette solidarité.

Récoltez-vous des dons en nature?

L.F: Non, comme la plupart des grandes ONG, nous achetons sur place ce qui est nécessaire. Cela permet d'être plus flexible. Il se pourrait aussi que nous mettions en place une aide en cash, car les personnes qui ont besoin d'un soutien savent souvent bien mieux que quiconque ce dont elles ont



Des réfugiés arrivent à pied à Siret, à la frontière entre l'Ukraine et la Roumanie.

besoin. Notre programme auprès de réfugiés au Liban a montré l'efficacité de ce type d'aide directe qui, de surcroît, a le mérite d'être plus respectueux des bénéficiaires.

M.W: Les réfugiés ont besoin de se sentir en sécurité et en confiance.

Ils ont besoin de paix, qui ne peut s'acheter bien sûr...

Comment voyez-vous la suite?

L.F: C'est impossible de faire des plans sur la comète. On s'adapte au jour le jour. Tout change très vite. Et

même si la guerre s'arrête demain, ses répercussions vont durer longtemps. ■

«NOUS PRIONS POUR QUE CETTE GUERRE SE TERMINE RAPIDEMENT»

Melanie Wirz, porte-parole de Solidar, est en Roumanie, où elle récolte des témoignages de réfugiées. Extraits

Lorsque les sirènes de Kiev se sont mises à hurler, elle a su: «Je dois partir d'ici.» **Yuliia Temchenko** a passé la nuit suivant son anniversaire dans les rues de Kiev. Comme des milliers d'autres, elle a cherché refuge avec ses enfants dans la station de métro Vurlucya, par des températures négatives. «J'ai habillé les enfants dans des vêtements d'hiver, j'ai pris des oreillers, des couvertures et de la nourriture, et nous avons cherché une place dans les souterrains. Je n'ai pas fermé l'œil, mais au moins mes enfants allaient bien. Ils pensaient que nous allions camper ici pour nous amuser.» Le lendemain matin, elle a voulu retourner à l'appartement avec ses enfants, élaborer un plan pour la suite. «J'étais toujours convaincue que nous ne quitterions pas Kiev.» Mais déjà, alors qu'elle se trouvait sur les marches de la station de métro, les sirènes se sont mises à retentir. «C'est à ce moment-là que j'ai réalisé: nous devons partir d'ici.»

Maya Khromkh et son mari sont en route depuis quatre jours. Quelques heures avant que les bombes ne tombent sur leur maison à Odessa, ils avaient fait leurs valises. «Nous voulons rejoindre une amie en Allemagne, explique la femme de 62 ans. Nous avons dû laisser mon fils et sa femme enceinte derrière nous.» Il n'a pas le droit de partir, car les hommes astreints au service militaire n'ont pas le droit de quitter l'Ukraine. «Nous prions pour que cette guerre se termine rapidement, pour que Poutine retire ses troupes. L'Ukraine est notre maison et nous voulons y retourner», dit-elle en larmes. ■

L'intégralité des témoignages sur: solidar.ch

Les syndicats se mobilisent pour l'Ukraine

Les manifestations contre la guerre et les appels à la solidarité se multiplient pour venir en aide au peuple ukrainien de la part des populations, des ONG, mais aussi du monde syndical dans de nombreux pays comme en Suisse

Aline Andrey

«Les syndicats affiliés à Industriall et leurs membres luttent pour leur survie et ont un besoin urgent de solidarité et de soutien financier.» Le 9 mars, la faîtière internationale a alerté sur les besoins des syndicalistes ukrainiens sur place et relayé les propos tenus par un de leurs leaders, lors d'une réunion en ligne: «Nous connaissons un hiver très froid. La nourriture vient à manquer. C'est une grande tragédie humanitaire.» Industriall souligne, dans un communiqué, que «seule la moitié des entreprises du pays sont encore en activité et nombre d'entre elles sont confrontées à des problèmes d'approvisionnement». «De nombreux membres de syndicats sont désormais des soldats. Les travailleurs du nucléaire ont évoqué les dangers très réels causés par l'attaque russe contre la centrale nucléaire de Zaporizhzhia et l'occupation du site de Tchernobyl.» Les faîtières syndicales se mobilisent afin de soutenir le travail humanitaire de la Fédération des

syndicats de l'Ukraine (FPU) et de la Confédération des syndicats libres de l'Ukraine (KVPU), représentant près de 5 millions de personnes. Début mars, lors d'une réunion virtuelle rassemblant quelque 180 syndicalistes partout en Europe, le président de la FPU témoignait de leur engagement pour venir en aide à la population.

Les membres de la Confédération européenne des syndicats (CES) s'emploient à leur fournir une aide financière et veulent «agir auprès de l'UE pour qu'elle entame toutes les actions nécessaires contre le Gouvernement russe pour qu'il mette fin à la guerre, pour porter assistance aux réfugiés et pour assurer la protection sociale des personnes restées en Ukraine».

«RESTAURER L'ESPOIR»

Sharan Burrow, secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale (CSI), en appelle à la paix par le dialogue. «Les troupes russes doivent se retirer d'Ukraine immédiatement, lance-t-elle dans un message vidéo. Nous lèverons des fonds pour que les syndicats ukrainiens

puissent continuer à lutter pour la paix et la démocratie. Nous voulons une sécurité commune, basée sur un nouveau contrat social qui garantit des emplois, la protection sociale et l'égalité. Nous devons restaurer l'espoir et la confiance.»

Dans une pétition de solidarité, la CSI demande également «l'imposition de sanctions visant, en particulier, les oligarques et l'entourage du président Poutine». Fin février, l'USS s'est jointe aux appels de la CSI et de la CES pour exiger l'arrêt immédiat des actes de guerre en Ukraine. Unia, dans une invitation à manifester, souligne que «la pensée militaire par blocs et le réarmement mènent à une impasse. La sécurité n'existe que par le renoncement global aux armes nucléaires et le désarmement universel, ainsi que par plus de justice sociale et de démocratie, dans le monde entier. Nous nous engageons pour des solutions pacifiques et soutenons les personnes courageuses qui s'engagent en Russie pour la paix et contre la guerre, malgré une répression massive.» Les syndicats et d'autres organisations, tels que le GSSA, et les partis de

gauche demandent notamment l'arrêt des combats et le retrait des troupes russes; des négociations pour une solution politique et des mesures de désarmement; des sanctions et des contrôles du commerce des matières premières; et l'accueil des réfugiés de guerre, sans discrimination. Samedi 5 mars, à Zurich, répondant à l'appel des syndicats, des partis et des organisations de gauche, plus de 40 000 personnes ont manifesté pour la paix. A cette occasion, la présidente d'Unia, Vania Alleva, s'est exprimée: «La guerre d'agression criminelle ne se justifie en rien. La Suisse doit tout mettre en œuvre pour faire parvenir l'aide humanitaire aux personnes les plus touchées. Et les réfugiés et réfugiés de guerre doivent être accueillis chez nous sans réserve. De cette guerre, comme de toutes les autres.» ■

Pour signer la pétition de solidarité de la CSI, aller sur: petitions.ituc-csi.org

Pour lire l'intégralité du discours de Vania Alleva, aller sur: unia.ch/fr/actualites

Vérifiez que la CCT Coop est appliquée

Vous travaillez chez Coop ? Connaissez-vous vos droits en matière de salaire, de protection de la santé et d'horaires de travail ? Participez à notre enquête pour vérifier que vos droits et ceux de vos collègues sont respectés.

Faites le test :



www.unia.ch/coop-cct-check

États généraux de la construction
Samedi 26 mars 2022, Olten

En 2022, les travailleurs de la construction luttent pour leur santé et contre le vol d'heures !

Des travailleurs de toute la Suisse se rencontreront et discuteront du sujet n° 1 de cette année : les négociations de la convention nationale de la construction !

Plus d'infos www.unia.ch/cn2022



L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL
Place de la Riponne 4
1005 Lausanne
Tél. 021 321 14 60
Fax 021 321 14 64
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

ADMINISTRATEUR Nicolas Jacot

JOURNALISTES
Sylviane Herranz, Sonya Mermoud, Aline Andrey, Manon Todesco, Jérôme Béguin

ABONNEMENTS 39 éditions par an
Abonnement annuel Fr. 60.-
Abonnement de soutien Fr. 100.-
forum@evenement.ch
Publicité pub@evenement.ch

ÉDITEUR L'Événement syndical
Syndicat Unia

PRÉSIDENT Yves Dafferrard

COLLABORATEURS RÉGULIERS
Evelyne Brun, Vincent Di Silvestro, Christophe Gallaz, Ambroise Héritier, David Prêtre, Jean-Claude Rennwald

RÉDACTRICE EN CHEF Sylviane Herranz

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE Sonya Mermoud

PHOTOGRAPHES
Thierry Porchet, Olivier Vogelsang

CONCEPTION & MISE EN PAGES
Atoll "lots graphiques"
Catherine Gavin

IMPRESSION
Pressor SA, Delémont
Tirage contrôlé 55 111 exemplaires



Depuis 60 ans et aujourd'hui plus que jamais : **Agir pour le changement**

Amnesty sauvegarde et renforce les droits humains partout dans le monde – avec succès. Aujourd'hui, notre mouvement compte plus de 10 millions de personnes. Vous aussi, soyez de la partie !

Faites un don avec TWINT

Scannez le code QR avec l'app TWINT Entrer le montant et confirmer le don



AMNESTY INTERNATIONAL

Dans l'urgence, donner les premiers soins



www.msf.ch
CCP 12-100-2

LECTRICES, LECTEURS ÉCRIVEZ-NOUS CE JOURNAL EST LE VÔtre !

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL
Place de la Riponne 4, 1005 Lausanne
redaction@evenement.ch
www.evenement.ch

L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

TOUT SAVOIR SUR L'ACTUALITÉ SYNDICALE EN SUISSE ROMANDE ET AILLEURS ?

ABONNEZ-VOUS À L'ÉVÉNEMENT SYNDICAL

et offrez-vous un regard sur les enjeux sociaux, ici et dans le monde.



UN MOIS D'ESSAI GRATUIT ?

Je souhaite recevoir gratuitement *L'Événement syndical* pendant 1 mois.

Je souscris un abonnement standard à 60 fr. par an.

Je souscris un abonnement de soutien à 100 fr. par an.

Nom, prénom, adresse

À retourner à *L'Événement syndical* · pl. de la Riponne 4 · 1005 Lausanne ou à forum@evenement.ch · evenement.ch/abonnement · tél. 021 321 14 60

LES CONTREMAÎTRES VAUDOIS SE MOBILISENT

Organisée à l'initiative d'Unia Vaud, une assemblée des cadres de la construction a fait salle comble vendredi. La pression sur les délais et les menaces sur la CN ont été au cœur des discussions

Jérôme Béguin

Plus de cent personnes ont participé vendredi soir à une assemblée générale des contremaîtres et chefs d'équipe du secteur principal de la construction convoquée par Unia Vaud.

Dans une salle pleine à craquer de la banlieue lausannoise, les cadres de la construction ont d'abord écouté studieusement Maurizio Colella présenter graphiques, études et chiffres montrant une nette détérioration des conditions de travail. Alors que l'indice suisse de la construction a progressé de 50% en vingt ans, la pression sur les délais n'a fait que s'accentuer. «Et nous n'allons pas vers le mieux», a prévenu le secrétaire syndical d'Unia Vaud. La course aux prix bas pousse encore à rétrécir ces délais, alors que la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, qui se fait déjà sentir, va encore s'aggraver. Au cours des quinze prochaines années, la moitié des contremaîtres partiront à la retraite. Tandis que le nombre de nouveaux apprentis dans la construction a pratiquement diminué de moitié en dix ans. «Une pression énorme repose sur le personnel qualifié.» «Vous êtes entre le marteau et l'enclume, lorsqu'il y a un problème, cela retombe toujours sur vous», a résumé, de son côté, Pietro Carobbio. Le res-

ponsable construction d'Unia Vaud a pointé le rôle négatif joué par les délais sur la protection contre les intempéries. Dans le canton de Vaud, les partenaires sociaux ont créé en 2016 un Fonds de prévention santé et sécurité indemnisaient les entreprises et les salariés lors de fortes précipitations ou de chutes de température. «Nous avons résolu le problème du financement, mais nous peinons à le faire appliquer. La contrainte est telle qu'arrêter le travail seulement une demi-journée peut provoquer un retard impossible à rattraper car aucune marge n'est prévue dans la planification», a constaté le syndicaliste. «Nous commençons parfois avec quinze jours ou un mois de retard, mais la date butoir doit toujours être respectée», a confirmé un participant. «Des gens font des efforts pour faire des heures supplémentaires, mais lorsqu'il y a des intempéries, on leur vole leurs heures», a déploré un autre contremaître. Pourtant, selon les normes SIA, cet ensemble de règles pour la construction, les délais doivent être repoussés lorsqu'un retard n'est pas imputable à l'entreprise. La norme 118 est assez claire sur ce point. «Les maîtres d'ouvrage et les architectes y dérogent, il faut rendre la norme 118 de force obligatoire», a dit un troisième cadre. L'un de ses collègues a aussi relevé la difficulté de la

procédure: «Il manque toujours des papiers.» Les participants ont décidé de créer un groupe de travail afin d'élaborer des propositions.

RENOUVELLEMENT DES CONVENTIONS

Les contremaîtres ont ensuite pris connaissance de l'état d'avancement des négociations pour le renouvellement de la Convention collective nationale de travail du secteur principal de la construction (CN). La première des sept rondes de discussions s'est tenue le 28 février et les représentants de la Société suisse des entrepreneurs (SSE) ont réaffirmé leur volonté d'obtenir plus de flexibilité horaire. «Nous nous sommes retrouvés face à des économistes et des juristes qui n'ont jamais tenu une truelle dans leur main», a rapporté Sébastien Genton, responsable du gros œuvre à Unia Vaud. «En 25 ans dans le syndicat, je n'ai jamais vu autant de velléité de vide conventionnel. Il n'est pas dit que nous parvenions à garder la CN. Si nous la perdons, la situation sera désastreuse. Nous sommes dans une année charnière», a averti Pietro Carobbio. Certains contremaîtres bénéficient de la CCT des cadres de la construction. Les négociations pour son renouvellement devraient débuter cet automne. La suppression des heures payées, la revalorisation des salaires minimums et l'application de la CCT à toutes les entreprises, et pas seulement à celles affiliées à la SSE, sont les principales revendications des contremaîtres. «Si la SSE démonte la CN, il y aura des conséquences pour la CCT des cadres, il y a une interdépendance», a expliqué Chris Kelley, co-directeur du secteur construction d'Unia. «Il faut d'ores et

déjà s'attendre à ce que la SSE s'oppose à nos revendications. Pour des raisons idéologiques, elle refuse d'apporter des améliorations collectives aux contremaîtres. C'est pourquoi il est nécessaire de renforcer Unia auprès des contremaîtres et d'organiser des assemblées comme celle-ci dans toute la Suisse. Vous, les contremaîtres vaudois, êtes organisés et combattifs, vous êtes un exemple pour les autres régions», a lancé le syndicaliste sous les applaudissements.

Les contremaîtres et chefs d'équipe présents ont conclu la réunion en approuvant à main levée et à l'unanimité une résolution appelant à combattre toute détérioration des conditions de travail et à se battre pour le maintien et l'amélioration de la convention collective des maçons. ■



Pression sur les délais, pénurie de main-d'œuvre qualifiée, les contremaîtres et chefs d'équipe vaudois subissent eux aussi la dégradation des conditions de travail sur les chantiers. Réunis vendredi en assemblée, ils ont approuvé à l'unanimité une résolution où ils s'engagent à combattre cette détérioration et à se battre pour l'amélioration de la convention collective nationale.



MATHIEU BERGER

Tous ensemble pour une bonne CN!

Unia Vaud invite les maçons du canton à des assemblées locales les 1^{er} et 8 avril prochain

Partout en Suisse, Unia mobilise les maçons en vue du renouvellement de la Convention nationale du secteur principal de la construction (CN). Dans le canton de Vaud, des assemblées sont d'ores et déjà prévues dans différentes villes. «Toutes nos conditions de travail sont en jeu dans ces négociations de renouvellement. Plus que jamais, notre unité et notre détermination feront notre force: nous avons tous besoin d'une bonne CN», indique en substance le tract invitant les travailleurs de la construction à ces assemblées. Elles se tiendront aux dates et aux lieux suivants:

Echallens: 1^{er} avril à 19h – Casa Bairrada, place Emile-Gardaz 1.

Moudon: 1^{er} avril à 19h – Grande salle de Chavannes-sur-Moudon, ch. de la Grande Salle, 1512 Chavannes-sur-Moudon.

Nyon: 1^{er} avril à 19h – UNI Global, av. de Reverdin 8-10.

Payerne: 1^{er} avril à 19h – Centre portugais, ZI La Palaz, Palaz C.

Lausanne: 8 avril à 19h – Salle des fêtes du Casino de Montbenon, allée Ernest-Ansermet 3.

Vevey: 8 avril à 19h – Salle Notre-Dame, Chenevières 10.

Yverdon: 8 avril à 19h – Taberna Portuguesa, quai de Nogent 5.

Unia Vaud invite tous les maçons du canton à participer à ces assemblées et à motiver leurs collègues pour qu'ils soient aussi présents. Un repas sera offert à la fin de la réunion. Inscriptions nécessaires auprès des syndicalistes d'Unia sur les chantiers, par e-mail à l'adresse mathieu.berger@unia.ch ou avec le QR code ci-contre. ■ L'ES



POING LEVÉ

ATTENTION AU BOURRAGE DE CRÂNE

Par Jérôme Béguin

«La vérité est la première victime de la guerre», a déclaré la présidente d'Unia, Vania Alleva, lors de la manifestation en faveur de la paix en Ukraine qui a rassemblé 40 000 personnes le 5 mars à Zurich. Une chape de plomb s'est en effet abattue sur la Russie. Les journalistes ne peuvent plus faire leur travail après l'adoption d'une loi par la Douma sanctionnant de quinze ans de prison les «informations mensongères» concernant les forces armées. A cela s'ajoute le blocage de sites d'information étrangers et de réseaux sociaux accentuant l'isolement des Russes. Un nouveau rideau de fer s'abat sur l'Europe. Et il est tiré des deux côtés. Dans le cadre des sanctions, l'Ouest coupe les uns après les autres les liens nous unissant à la Russie et pratique aussi des atteintes à la liberté d'expression et au droit à l'information. L'Union européenne a ainsi interdit la diffusion de la chaîne Russia Today (RT) accusée de «propagande». En Suisse, RT a été retirée des bouquets de Swisscom et de Sunrise. Le site Sputnik est aussi dans le collimateur de Bruxelles. Les syndicats des médias et la Fédération internationale des journalistes ont protesté contre ce précédent inquiétant.

Cette censure se produit dans le contexte d'un rouleau compresseur médiatique, de journalistes embarqués d'un seul côté et de médias relayant les informations des autorités ukrainiennes sans trop les vérifier. Kiev accuse l'armée russe de cibler les civils, les hôpitaux et les centrales nucléaires, celle-ci dénonce l'utilisation de boucliers humains par les Ukrainiens. Tout bombardement est bien sûr condamnable. Mais en général, dans un conflit, les deux parties mentent. Disposer de différentes sources est important pour essayer de démêler tout cela. Et pour garder, malgré les émotions, un peu de recul. Ce qui n'est pas facile lorsqu'on nous répète à longueur de journée que «Poutine ne va pas s'arrêter là» et qu'après l'Ukraine, son armée, qui pourtant piétine, va s'en prendre à d'autres pays.

Il est normal que notre sympathie et notre solidarité se portent vers les Ukrainiens. Mais nous devons prendre garde aux manipulations, car nos dirigeants ont une humanité à géométrie variable. Les Ukrainiens sont aujourd'hui accueillis à bras ouverts chez nous, tant mieux. Mais comment oublier que les réfugiés passant par la Biélorussie étaient à l'automne dernier pourchassés dans les forêts polonaises? La compassion n'est pas la même lorsque le bombardement a lieu à Marioupol ou à Gaza, où Israël ne risque pas de sanctions. Il ne s'agit pas d'absoudre ou de relativiser: l'attaque du 24 février est inadmissible. Comme l'était celle de l'Irak en 2003. Il faut garder en tête ce double standard. Depuis 2015, une coalition emmenée par l'Arabie saoudite et soutenue par les Etats-Unis et la France intervient au Yémen contre les Houthis. Cette guerre a fait près de 400 000 morts. Près de 60% des décès sont dus aux conséquences indirectes du conflit, telles que la sous-nutrition et les maladies. Selon l'Unicef, 10 000 enfants ont été tués ou blessés directement par les combats. Et les attaques continuent. Bien loin des caméras. ■

UN 8 MARS POUR L'ÉGALITÉ ET LA PAIX

Les collectifs de la Grève féministe et les syndicats se sont mobilisés dans les rues de Suisse, en opposition à l'augmentation de l'âge de la retraite, aux inégalités et aux violences. Ainsi qu'à la guerre en Ukraine

Aline Andrey

«Augmenter les salaires, pas l'âge de la retraite!» était le mot d'ordre des syndicats en cette Journée internationale des droits des femmes du 8 mars 2022. Des manifestations, des actions symboliques, des conférences, la distribution du journal *8 minutes* ont été organisées partout en Suisse. Unia, comme l'Union syndicale suisse (USS), a rappelé que «les femmes gagnent toujours 20% de moins que les hommes et travaillent plus souvent à temps partiel. Elles s'occupent des enfants et des proches et sont employées dans les branches à bas salaires (soins, nettoyage, restauration...)». Par conséquent, leurs rentes vieillesse sont inférieures d'un tiers à celles des hommes. «Or, si les femmes gagnent plus, elles cotiseraient plus également, et bénéficiaient d'une retraite digne à la fin de leur carrière», souligne l'USS qui a lancé le référendum contre AVS 21 qui sera déposé le 25 mars à Berne. Et participent également à l'initiative pour les crèches.

LA GUERRE, CE RETOUR EN ARRIÈRE

«Alors que la pandémie nous laisse enfin manifester sans masques, c'est la guerre qui s'installe à nos portes avec les conséquences terribles qu'elle entraînera pour toute la population civile en Ukraine et, comme dans toutes les guerres, plus encore pour les femmes et les enfants», souligne pour sa part la Coordination romande des collectifs de la Grève féministe et des femmes en préambule à ses revendications. Dans un communiqué, elle rappelle: «En 1991, la journaliste et féministe américaine Susan Faludi publiait *Backlash: la guerre froide contre les femmes. Backlash* (contre-coup, ndlr), comme le retour de bâton qui frappe les femmes à chaque avancée de leurs droits, aussi minuscule soit-elle». Puis, le collectif énumère pêle-mêle les violences sur les routes de l'exil, non reconnues comme motifs d'asile, les inégalités salariales, les discriminations faites aux minorités LGBTQIA+, la dévaluation et le mépris du travail du car pourtant si essentiel. Et conclut dans ce langage qui évolue décidément plus vite que les droits des femmes: «Le 14 juin 2019, nous étions 500 000 dans les rues de Suisse. Nous sommes toujours là. Nous sommes fortes, fierex, vénères et pas prêtes de nous taire!» ■



A Lausanne, après l'action symbolique menée par Unia sur la place du 14-Juin, plus de 2000 personnes ont manifesté bruyamment dans les rues de la capitale.



LAUSANNE LE MONDE DU TRAVAIL ENCORE ET TOUJOURS DISCRIMINATOIRE



Texte Aline Andrey
Photos Olivier Vogelsang

Unia Vaud et son groupe d'intérêts Femmes ont organisé une action coup de poing (ou plutôt coup de batte) en détruisant un mur symbolique des inégalités. En ce 8 mars, vers 17h, des briques de carton sont posées sur la place du 14-Juin à Lausanne. Chacune porte un message dénonçant les discriminations faites aux femmes, plus particulièrement sur le marché du travail: réforme des retraites AVS 21; inégalités structurelles, notamment liées à la répartition entre travail

rémunéré et non rémunéré; emploi précaires et peu valorisés; sexismes. Le mur s'élève au fil des discours des syndicalistes et des travailleuses du tertiaire qui énumèrent les inégalités «structurelles, fruit d'une société capitaliste, sexistes et racistes, régie par les rapports de domination», comme le dénonce Tamara Knezevic, secrétaire syndicale d'Unia Vaud. Puis, le micro passe de main en main, pour exprimer le ras-le-bol. «J'en ai marre des emplois précaires qui sont composés majoritairement de femmes et surtout de celles issues de l'immigration», lance Anne, vendeuse. Eli, employée de commerce de détail, ajoute: «Au

moment du départ à la retraite, les femmes reçoivent une rente inférieure de 37% à celle des hommes, soit l'équivalent de 20 000 francs de moins!» Nicole Vassalli, secrétaire syndicale, s'insurge contre l'exploitation, précisant: «Les femmes sont souvent confinées dans les emplois qui sont très pénibles physiquement comme le nettoyage et très peu payés comme l'industrie!» Tamara Knezevic renchérit: «Aujourd'hui en Suisse, les femmes consacrent 282 millions d'heures par année au travail gratuit, ce qui correspond à 148 000 postes à temps plein!» Florbel, employée dans le secteur du nettoyage, évoque quant à elle les féminicides:

«Les 24 des 27 personnes décédées dans le cadre de violences domestiques sont des femmes!» (selon des statistiques publiées par l'OfS en 2019) Et Marina, employée logistique e-commerce, de s'élever contre «les bas salaires qui concernent principalement les femmes parce que les métiers où elles sont majoritaires sont peu valorisés». L'action se voulant participative, les secrétaires syndicales proposent ensuite aux personnes présentes d'écrire leur propre griffé sur une brique. L'une d'elles note «charge mentale», et ajoute au micro: «J'en ai marre de penser pour deux!» Une autre écrit «mimochromisme», et exprime son exaspération

face «aux petites blagues machistes du quotidien». Une apprentie marqué «cliques», puis explique en aparté: «J'aurais aimé faire pilote d'avion, car j'aime voyager. Mais à l'orientation scolaire, on m'a dit que c'était un métier d'hommes. J'ai alors pensé à l'absence de l'air, mais on m'a dit que c'était trop petite. Finalement, on m'a proposé un apprentissage de coiffeuse!» En fin de compte, cette jeune femme est aujourd'hui en apprentissage dans la restauration. «Je suis ici par hasard, je dois retourner au travail», lance celle qui ne connaît pas, jusqu'à aujourd'hui, la Journée internationale des droits des femmes. ■

GENÈVE SUCCÈS DE LA VIA FEMINISTA

Manon Tedesco
Photos Thierry Porchet

À u bout du lac, les lieux de rencontre dispersés en plusieurs points de la ville ont réuni un public multiple. Une belle réussite selon les organisatrices. Cette année le 8 mars imaginé en 2021 a enfin pu avoir lieu. L'idée de la Via Feminista était de relier plusieurs places genevoises entre elles et d'inviter la population à la déambulation entre les différents stands et thématiques proposés. Une façon d'étaler l'action sur différents points, pandémie oblige. Un concept qui a rassemblé plusieurs centaines de personnes, entre 600 et 1000 d'après les organisatrices, qui se félicitent du succès de



l'événement. «C'était une très belle journée, la population a bien réagi et tout s'est magnifiquement déroulé», rapporte Laura Drompt, chargée de la coordination de l'événement. Chaque place avait un thème précis: la politique nationale avec la question des retraites et le référendum contre AVS 21, un village ouvert aux associations de défense des droits des femmes,

un espace consacré aux thématiques internationales, écoféministes et de convergence des luttes et, enfin, une ouverture sur les arts et la culture à travers des performances «douces et poétiques». «La plus belle réussite de ce 8 mars, c'est le mélange des publics, insiste Laura Drompt. Nous avons vu des familles, des féministes dites traditionnelles qui militent depuis des décennies, des

jeunes plus radicales mais aussi un public plus vulnérable de migrantes et de sans-papiers ainsi qu'une belle représentativité de la communauté LGBTQIA+. Le bilan est très positif!»

VIOLENCES CONDAMNÉES

Dans la soirée du 8 mars, un autre collectif, le Collectif 8 mars révolutionnaire, a fait son tra-

dictionnel défilé nocturne. N'ayant pas demandé les autorisations pour manifester, les militantes se sont retrouvées escortées par un nombre impressionnant de policiers. La tension est montée et l'action a dégénéré lorsqu'elles ont voulu prendre un passage qui ne convenait pas aux forces de l'ordre. Des altercations ont suivi, réprimées à coups de matraque par la police, selon

nos informations. «Je condamne la violence et le matraquage à l'encontre des manifestantes qui me menaçaient rien ni personne», déplore Laura Drompt. Voir ces images m'a beaucoup peiné et je suis très remontée contre ce déploiement de force injustifiable!» ■

NEUCHÂTEL McDO, CHAMPION DE L'INÉGALITÉ...



Quelque 200 personnes ont participé au cortège du 8 mars à Neuchâtel où l'opposition à AVS 21, comme l'exigence de la paix en Ukraine se sont exprimées. La manifestation a fait halte devant l'enseigne McDonald's du centre-ville. Unia a profité de cette Journée internationale des droits des femmes pour décerner le «prix de l'inégalité» au McDo de Marin, condamné juste un mois auparavant pour avoir discriminé l'une de ses salariées. Cette dernière avait protesté devant la justice, car son employeur lui avait refusé un poste de cadre en raison de son prochain mariage et d'un «risque» de congé maternité. Un «Happy Leg» géant, contenant un commentaire de la Loi fédérale sur l'égalité (LÉ), a été remis en guise de prix à McDonald's afin de protester contre la discrimination faite aux femmes, cela alors que la loi a déjà plus de 25 ans. ■ SH

DELÉMONT «ON A DIT NON, C'EST NON!»



Une piñata contre AVS 21, remplie des revendications des femmes présentes, un stand, des animations musicales, des prises de parole, ont ponctué la journée du 8 mars sur la place de la Gare de Delémont. Les représentantes du groupe d'intérêts Egalité d'Unia Transjurane se sont mobilisées pour dénoncer la réforme AVS 21 qui entend imposer aux femmes une hausse de l'âge de la retraite à 65 ans, malgré déjà deux refus en votation populaire. «La droite parlementaire n'a toujours pas compris que non, c'était non!» ont-elles souligné, rappelant que les inégalités, les bas salaires, les temps partis étaient à l'origine de rentes au plancher, d'un tiers moins élevées que celles des hommes. Des éléments condamnant une femme de plus de 65 ans sur six à vivre dans la pauvreté. C'est avec force que les personnes présentes ont affiché leur détermination à se battre contre toute hausse de l'âge de la retraite. ■ SH

YVERDON NON AU LICENCIEMENT DES JEUNES MAMANS

Aline Andrey

Yverdon, Unia a dénoncé la discrimination qui perdure dans le monde du travail vis-à-vis des jeunes mamans. «Aujourd'hui en Suisse, 1 femme sur 7 perd son emploi pour cause de maternité. Cela signifie que 1 travailleuse sur 7, qui avait un travail avant son accouchement, le perd après son congé maternité. En cause: un licenciement ou un refus de l'employeur d'accorder une réduction de temps de travail», dénonce Tamara Knezevic, secrétaire syndicale du secteur tertiaire d'Unia Vaud. Pour rappel, l'article 336c du Code des obligations indique: «Après le temps d'essai, l'employeur ne peut pas résilier le contrat de travail pendant toute la grossesse et au cours des 16 semaines qui suivent l'accouchement.» Et pourtant, les licenciements illé-



gaux sont récurrents, notamment dans les secteurs de la restauration et de la vente. En cette journée du 8 mars, une délegation syndicale et des membres du collectif de la Grève féministe se postent devant le restaurant Nomad à Yverdon pour dénoncer la discrimination qui perdure dans le monde du travail vis-à-vis des jeunes mamans. «Aujourd'hui en Suisse, 1 femme sur 7 perd son emploi pour cause de maternité. Cela signifie que 1 travailleuse sur 7, qui avait un travail avant son accouchement, le perd après son congé maternité. En cause: un licenciement ou un refus de l'employeur d'accorder une réduction de temps de travail», dénonce Tamara Knezevic, secrétaire syndicale du secteur tertiaire d'Unia Vaud. Pour rappel, l'article 336c du Code des obligations indique: «Après le temps d'essai, l'employeur ne peut pas résilier le contrat de travail pendant toute la grossesse et au cours des 16 semaines qui suivent l'accouchement.» Et pourtant, les licenciements illégaux sont récurrents, notamment dans les secteurs de la restauration et de la vente. En cette journée du 8 mars, une délegation syndicale et des membres du collectif de la Grève féministe se postent devant le restaurant Nomad à Yverdon pour dénoncer la discrimination qui perdure dans le monde du travail vis-à-vis des jeunes mamans. «Aujourd'hui en Suisse, 1 femme sur 7 perd son emploi pour cause de maternité. Cela signifie que 1 travailleuse sur 7, qui avait un travail avant son accouchement, le perd après son congé maternité. En cause: un licenciement ou un refus de l'employeur d'accorder une réduction de temps de travail», dénonce Tamara Knezevic, secrétaire syndicale du secteur tertiaire d'Unia Vaud. Pour rappel, l'article 336c du Code des obligations indique: «Après le temps d'essai, l'employeur ne peut pas résilier le contrat de travail pendant toute la grossesse et au cours des 16 semaines qui suivent l'accouchement.» Et pourtant, les licenciements illégaux sont récurrents, notamment dans les secteurs de la restauration et de la vente. En cette journée du 8 mars, une délegation syndicale et des membres du collectif de la Grève féministe se postent devant le restaurant Nomad à Yverdon pour dénoncer la discrimination qui perdure dans le monde du travail vis-à-vis des jeunes mamans. «Aujourd'hui en Suisse, 1 femme sur 7 perd son emploi pour cause de maternité. Cela signifie que 1 travailleuse sur 7, qui avait un travail avant son accouchement, le perd après son congé maternité. En cause: un licenciement ou un refus de l'employeur d'accorder une réduction de temps de travail», dénonce Tamara Knezevic, secrétaire syndicale du secteur tertiaire d'Unia Vaud. Pour rappel, l'article 336c du Code des obligations indique: «Après le temps d'essai, l'employeur ne peut pas résilier le contrat de travail pendant toute la grossesse et au cours des 16 semaines qui suivent l'accouchement.» Et pourtant, les licenciements illégaux sont récurrents, notamment dans les secteurs de la restauration et de la vente. En cette journée du 8 mars, une délegation syndicale et des membres du collectif de la Grève féministe se postent devant le restaurant Nomad à Yverdon pour dénoncer la discrimination qui perdure dans le monde du travail vis-à-vis des jeunes mamans. «Aujourd'hui en Suisse, 1 femme sur 7 perd son emploi pour cause de maternité. Cela signifie que 1 travailleuse sur 7, qui avait un travail avant son accouchement, le perd après son congé maternité. En cause: un licenciement ou un refus de l'employeur d'accorder une réduction de temps de travail», dénonce Tamara Knezevic, secrétaire syndicale du secteur tertiaire d'Unia Vaud. Pour rappel, l'article 336c du Code des obligations indique: «Après le temps d'essai, l'employeur ne peut pas résilier le contrat de travail pendant toute la grossesse et au cours des 16 semaines qui suivent l'accouchement.» Et pourtant, les licenciements illégaux sont récurrents, notamment dans les secteurs de la restauration et de la vente. En cette journée du 8 mars, une délegation syndicale et des membres du collectif de la Grève féministe se postent devant le restaurant Nomad à Yverdon pour dénoncer la discrimination qui perdure dans le monde du travail vis-à-vis des jeunes mamans. «Aujourd'hui en Suisse, 1 femme sur 7 perd son emploi pour cause de maternité. Cela signifie que 1 travailleuse sur 7, qui avait un travail avant son accouchement, le perd après son congé maternité. En cause: un licenciement ou un refus de l'employeur d'accorder une réduction de temps de travail», dénonce Tamara Knezevic, secrétaire syndicale du secteur tertiaire d'Unia Vaud. Pour rappel, l'article 336c du Code des obligations indique: «Après le temps d'essai, l'employeur ne peut pas résilier le contrat de travail pendant toute la grossesse et au cours des 16 semaines qui suivent l'accouchement.» Et pourtant, les licenciements illégaux sont récurrents, notamment dans les secteurs de la restauration et de la vente. En cette journée du 8 mars, une délegation syndicale et des membres du collectif de la Grève féministe se postent devant le restaurant Nomad à Yverdon pour dénoncer la discrimination qui perdure dans le monde du travail vis-à-vis des jeunes mamans. «Aujourd'hui en Suisse, 1 femme sur 7 perd son emploi pour cause de maternité. Cela signifie que 1 travailleuse sur 7, qui avait un travail avant son accouchement, le perd après son congé maternité. En cause: un licenciement ou un refus de l'employeur d'accorder une réduction de temps de travail», dénonce Tamara Knezevic, secrétaire syndicale du secteur tertiaire d'Unia Vaud. Pour rappel, l'article 336c du Code des obligations indique: «Après le temps d'essai, l'employeur ne peut pas résilier le contrat de travail pendant toute la grossesse et au cours des 16 semaines qui suivent l'accouchement.» Et pourtant, les licenciements illégaux sont récurrents, notamment dans les secteurs de la restauration et de la vente. En cette journée du 8 mars, une délegation syndicale et des membres du collectif de la Grève féministe se postent devant le restaurant Nomad à Yverdon pour dénoncer la discrimination qui perdure dans le monde du travail vis-à-vis des jeunes mamans. «Aujourd'hui en Suisse, 1 femme sur 7 perd son emploi pour cause de maternité. Cela signifie que 1 travailleuse sur 7, qui avait un travail avant son accouchement, le perd après son congé maternité. En cause: un licenciement ou un refus de l'employeur d'accorder une réduction de temps de travail», dénonce Tamara Knezevic, secrétaire syndicale du secteur tertiaire d'Unia Vaud. Pour rappel, l'article 336c du Code des obligations indique: «Après le temps d'essai, l'employeur ne peut pas résilier le contrat de travail pendant toute la grossesse et au cours des 16 semaines qui suivent l'accouchement.» Et pourtant, les licenciements illégaux sont récurrents, notamment dans les secteurs de la restauration et de la vente. En cette journée du 8 mars, une délegation syndicale et des membres du collectif de la Grève féministe se postent devant le restaurant Nomad à Yverdon pour dénoncer la discrimination qui perdure dans le monde du travail vis-à-vis des jeunes mamans. «Aujourd'hui en Suisse, 1 femme sur 7 perd son emploi pour cause de maternité. Cela signifie que 1 travailleuse sur 7, qui avait un travail avant son accouchement, le perd après son congé maternité. En cause: un licenciement ou un refus de l'employeur d'accorder une réduction de temps de travail», dénonce Tamara Knezevic, secrétaire syndicale du secteur tertiaire d'Unia Vaud. Pour rappel, l'article 336c du Code des obligations indique: «Après le temps d'essai, l'employeur ne peut pas résilier le contrat de travail pendant toute la grossesse et au cours des 16 semaines qui suivent l'accouchement.» Et pourtant, les licenciements illégaux sont récurrents, notamment dans les secteurs de la restauration et de la vente. En cette journée du 8 mars, une délegation syndicale et des membres du collectif de la Grève féministe se postent devant le restaurant Nomad à Yverdon pour dénoncer la discrimination qui perdure dans le monde du travail vis-à-vis des jeunes mamans. «Aujourd'hui en Suisse, 1 femme sur 7 perd son emploi pour cause de maternité. Cela signifie que 1 travailleuse sur 7, qui avait un travail avant son accouchement, le perd après son congé maternité. En cause: un licenciement ou un refus de l'employeur d'accorder une réduction de temps de travail», dénonce Tamara Knezevic, secrétaire syndicale du secteur tertiaire d'Unia Vaud. Pour rappel, l'article 336c du Code des obligations indique: «Après le temps d'essai, l'employeur ne peut pas résilier le contrat de travail pendant toute la grossesse et au cours des 16 semaines qui suivent l'accouchement.» Et pourtant, les licenciements illégaux sont récurrents, notamment dans les secteurs de la restauration et de la vente. En cette journée du 8 mars, une délegation syndicale et des membres du collectif de la Grève féministe se postent devant le restaurant Nomad à Yverdon pour dénoncer la discrimination qui perdure dans le monde du travail vis-à-vis des jeunes mamans. «Aujourd'hui en Suisse, 1 femme sur 7 perd son emploi pour cause de maternité. Cela signifie que 1 travailleuse sur 7, qui avait un travail avant son accouchement, le perd après son congé maternité. En cause: un licenciement ou un refus de l'employeur d'accorder une réduction de temps de travail», dénonce Tamara Knezevic, secrétaire syndicale du secteur tertiaire d'Unia Vaud. Pour rappel, l'article 336c du Code des obligations indique: «Après le temps d'essai, l'employeur ne peut pas résilier le contrat de travail pendant toute la grossesse et au cours des 16 semaines qui suivent l'accouchement.» Et pourtant, les licenciements illégaux sont ré

IMMERSION DANS LE QUOTIDIEN DE KURDES

La galerie Analix Forever à Genève présente le travail de la photographe iranienne Maryam Ashrafi essentiellement consacré à des combattantes kurdes

Sonya Mermoud

Il ne reste plus que trois jours pour découvrir le magnifique travail de l'Iranienne Maryam Ashrafi, présenté à la galerie Analix Forever à Genève*. La talentueuse photographe expose une sélection d'images noir et blanc, tirées de son livre *S'élever au milieu des ruines, danser entre les balles*, paru en octobre 2021 aux Editions Hemeria**. Une œuvre à l'éloquence puissante consacrée à la vie de combattantes kurdes d'Irak et de Syrie et aux conséquences de la guerre au quotidien. Des luttes menées pour l'indépendance mais aussi pour l'émancipation des femmes. La photographe free-lance s'est rendue à plusieurs reprises entre Kobané au nord de la Syrie à Sinjar au Kurdistan irakien entre 2012 et 2018 et pour de longs séjours. Elle a documenté ces mouvements de résistances portés par un projet révolutionnaire aussi bien politique que social. Elle a partagé l'existence de courageuses Kurdes occupant un rôle inédit en matière de défense, côtoyé leur famille, rencontré des personnes rentrant sur leur terre après en avoir été chassées par les conflits. Ses photographies immortalisent un quotidien rythmé par des entraînements militaires, l'horreur des destructions, des hommages aux martyrs mais aussi des moments de solidarité, de joie, de danses et de chants cimentant les troupes, réunies au



tour d'un feu, jouant au volleyball... Une vie qui poursuit son cours malgré un ordinaire imprégné par la guerre, son cortège de maux et ses stigmates persistants dans toutes les strates de la société. Un travail de longue haleine, entre histoire et actualité, qui se soldé par un témoignage visuel poignant et sensible sur la façon dont les Kurdes s'organisent et tentent de construire un avenir, sur leur capacité de résilience et sur le rôle majeur joué par les femmes.

Basée à Paris, Maryam Ashrafi est née en 1982 à Téhéran, durant la guerre opposant

son pays à l'Irak. Elle est licenciée en photographie documentaire sociale à l'Université du Pays de Galles, Newport en Angleterre. Son recueil a reçu le Prix HiP 2021 du livre de photographie francophone dans la catégorie «Reportage & Histoire». ■

* Galerie Analix Forever, rue du Gothard 10, Chêne-Bourg. A voir encore les 16, 17 et 18 mars, ouverture de 13h à 17h30.

** Disponible dans les grandes librairies de Suisse romande, 350 p. ou via le site: hemeria.com/maryam-ashrafi

CONFÉRENCE DES FEMMES DE L'INDUSTRIE: LES VIOLENCES SEXISTES AU TRAVAIL

La problématique des violences sexistes et sexuelles dans les entreprises se situera au cœur de la prochaine Conférence des femmes de l'industrie d'Unia organisée le 31 mars prochain, de 9h à 15h, au secrétariat central du syndicat à Berne*. Cette journée permettra, en présence de plusieurs invitées, de faire le point sur la situation au niveau juridique, dans les conventions collectives de travail (CCT) et d'arrêter des exigences. «En tant que syndicat, nous avons la responsabilité de nous saisir de ce sujet d'actualité dans le monde professionnel», déclare Aude Spang, secrétaire à l'égalité à Unia. Réflexions et discussions seront nourries par la présentation d'un cas concret dans le milieu des médias avec une journaliste de la RTS et les moyens de lutte alors mis en œuvre. Eliana Como, du syndicat italien FIOM, et une autre intervenante d'Allemagne évoqueront des exemples dans des CCT du secteur industriel dans leur pays. «Elles nous expliqueront comment elles agissent. Des contributions qui pour-

ront nous inspirer en vue du renouvellement de conventions dans l'industrie et pour la définition de nos revendications.» La Conférence sera aussi l'occasion de parler des campagnes envisagées en vue de la grève féministe de 2023, qui aura lieu en principe le 14 juin, et de mobiliser les participantes. En retenant comme thématique les violences sexistes, les responsables de la rencontre ont opté pour une approche plus large que le seul harcèlement sexuel, trop souvent au demeurant associé uniquement à un phénomène de rue. «Nous sommes confrontées à un problème structurel», souligne Aude Spang. Un repas clôturera la réunion ouverte à un large public: femmes œuvrant dans le domaine de l'industrie, membres de commissions du personnel, militantes actives, syndicalistes ou toute autre intéressée. ■ SM

* Incription à la Conférence jusqu'au 23 mars par e-mail sur: industrie@unia.ch

AGENDA UNIA

BIENNE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Bienné: pour connaître les heures d'ouverture du secrétariat et de la caisse de chômage, merci d'appeler le 032 329 33 33.

Granges-Longeau: pour connaître les heures d'ouverture, merci de contacter le 032 653 01 11.

Lyss: le guichet est fermé. Une permanence téléphonique est ouverte au 032 329 33 33.

Autres informations sur bienne-soleure.unia.ch

Fribourg

PERMANENCES

Dans la région Fribourg, la permanence est ouverte par téléphone au 026 347 31 31 et par e-mail à fribourg@unia.ch

En cas de nécessité, un rendez-vous avec une ou un secrétaire syndical peut être fixé par téléphone. Les plages de temps encore disponibles sont fournies lors de l'appel téléphonique. Les entretiens ont lieu à Bulle ou à Fribourg.

GENÈVE

HORAIRES DU SECRÉTARIAT

Nous sommes ouverts le lundi de 14h à 18h, et les mardi, jeudi et vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h. Les permanences restent sur rendez-vous (à fixer au guichet ou par téléphone au numéro ci-dessous). Les adhésions pouvant être réalisées à nos guichets, nous invitons les personnes qui ne sont pas membres et qui souhaitent un conseil à se présenter dans nos locaux. Permanence téléphonique du mardi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h au 0848 949 120.

CAISSE DE CHÔMAGE

Reception: rue des Gares 12, 1201 Genève (inscriptions et formulaires).

Guichets: De 9h à 12h et de 14h à 17h, sauf le lundi matin.

Permanence téléphonique: 058 332 11 32. De 8h à 12h et de 13h30 à 17h, sauf le mercredi après-midi.

Contact par email ou envoi des documents: sans-emploi.ch/espace-client

Formulaire U1: geneve.pdu1@unia.ch

Aucune obligation d'affiliation au syndicat.

PERMANENCE PAPYRUS

Les permanences «Papyrus» sont désormais réservées uniquement aux membres d'Unia affiliés depuis au moins trois mois. Des rendez-vous sont possibles le mercredi entre 14h et 18h. Pour plus d'informations, écrivez à geneve@unia.ch ouappelez le 0848 949 120.

NEUCHÂTEL

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel

Permanences syndicales: lundi, mercredi et jeudi de 15h à 18h.

Ouverture des secrétariats: du lundi au jeudi de 10h à 12h et de 15h à 18h et le vendredi de 10h à 12h.

Fleurier

Permanences syndicales les Jeudis à Fleurier: de 13h à 18h tous les 15 jours.

Ouverture du secrétariat

Vendredi de 9h30 à 12h.

Le Locle

Le secrétariat est fermé jusqu'à nouvel avis.

Permanence téléphonique pour toute la région: du lundi au vendredi de 10h à 12h et du lundi au jeudi de 14h à 18h. 0848 203 090.

DÉCLARATION D'IMPÔT

Comme chaque année, nous vous rappelons qu'Unia Neuchâtel offre la possibilité à ses membres de remplir leur déclaration d'impôt avec son soutien. Pour des questions sanitaires, nous vous demandons de prendre rendez-vous auprès de notre secrétariat au 0041 848 203 090.

Pour rappel, nos horaires pour les rendez-vous des déclarations fiscales sont les suivants:

La Chaux-de-Fonds: lundi, mercredi et jeudi de 9h à 12h et de 13h30 à 18h.

Neuchâtel: mardi de 9h à 12h et de 13h30 à 18h.

Fleurier: sur demande.

Le Locle: vendredi 18 mars de 13h30 à 18h30.

Tarifs des déclarations 2021:

- Retraité, bénéficiaire AI, étudiant, apprenti: 10 fr.

- Actif: 30 fr.

- Décès et/ou succession: 50 fr.

- Bénéficiaire PC (prestations complémentaires) ou au bénéfice de l'action sociale: gratuit

Conformément à la communication de l'administration fiscale, le délai de la déclaration est fixé au 25 février.

MAÇONS

Assemblée générale des maçons neuchâtelois

L'année 2022 est une année très importante pour les maçons car la Convention nationale sera discutée et ses droits mis en discussion. Il est capital de se tenir mobilisé durant toute l'année. Les négociations débutent. Du côté des travailleurs, nos revendications ont été déterminées démocratiquement à la suite de l'enquête menée dans toute la Suisse. Les patrons viennent de transmettre les leurs. Et nous sommes inquiets.

Afin de faire le point sur la situation et de préparer notre année de mobilisation, venez tous à la prochaine assemblée générale des maçons qui aura lieu:

Le mercredi 23 mars à 19h au Centre portugais de Neuchâtel, route des Falaises 21.

Repas en commun à l'issue de l'assemblée.

Inscriptions par SMS au 079 673 77 91 ou par courriel à neuchatel@unia.ch

TRANSJURANE

HORAIRES

PERMANENCES SYNDICALES

Delémont: lundi et jeudi de 14h30 à 18h.

Porrentruy: lundi de 14h30 à 18h.

Saint-Imier: mardi de 14h30 à 18h. Jeudi, permanence administrative, de 14h30 à 18h.

Tavannes: lundi de 14h30 à 18h.

Permanence téléphonique: 0848 421 600, lundi au jeudi de 14h30 à 17h30 et vendredi de 9h à 12h.

PERMANENCES CAISSE DE CHÔMAGE

Attention, les horaires sont modifiés depuis le 1^{er} mars. En cas de question, appeler le 058 332 11 32.

Delémont: lundi, mercredi et vendredi matin de 9h à 11h30; lundi, mardi et jeudi après-midi, de 14h à 17h.

Moutier: mercredi après-midi, de 14h à 17h.

Porrentruy: lundi après-midi de 14h à 17h; jeudi matin, de 9h à 11h30.

Saint-Imier: mardi et jeudi de 14h à 17h.

Tavannes: lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi matin, de 9h à 11h30; lundi, mardi et jeudi après-midi, de 14h à 17h.

Permanence téléphonique: 058 332 11 32.

VALAIS

HORAIRES DES SECRÉTARIATS SYNDICAT

Téléphone: 027 602 60 00 de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30.

Ouverture des guichets: lundi, mercredi et vendredi.

Sion, Sierre, Martigny: de 8h30 à 11h30.

Monthey: de 9h30 à 11h30.

PERMANENCES DU SOIR

Sierre: lundi de 17h à 19h.

Monthey: mardi de 17h à 19h.

Sion: jeudi de 17h à 19h.

Martigny: jeudi de 17h à 19h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Téléphone: 058 332 11 32.

Du lundi au vendredi: de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h.

Ouverture des guichets:

Martigny, Monthey, Sierre, Sion

Lundi et mardi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30.

Mardi de 8h30 à 11h30.

Jeudi et vendredi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30.

VAUD

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Les secrétariats de Lausanne, Nyon, Yverdon, Vevey et du Sentier ont un numéro de téléphone commun. Vous pouvez les contacter au

POUR UNE REVALORISATION DES MÉTIERS DU SECOND ŒUVRE!

A Genève, comme ailleurs en Suisse romande, Unia a lancé une vaste campagne sur les chantiers pour connaître les revendications principales des travailleurs du secteur en vue du renouvellement conventionnel

Manon Todesco

L'année prochaine, la Convention collective de travail du second œuvre romand (CCT-SOR) arrivera à échéance et devra être renégociée par les partenaires sociaux. Dans ce cadre, Unia prend les devants et lance d'ores et déjà une grande campagne auprès des 25 000 travailleurs du secteur afin de connaître leurs exigences.

A Genève, le coup d'envoi a été donné jeudi dernier. Une équipe de trois syndicalistes s'est rendue sur le chantier public de la future Maison de l'enfant et de l'adolescent. Sur place, plusieurs équipes de plaquistes d'une grande entreprise genevoise prennent leur pause de midi.

«Cela fait dix ans que vous n'avez pas eu de revalorisation des salaires dans le second œuvre, démarre José Sebastiao, secrétaire syndical. Et depuis six ans, pas un centime d'augmentation n'a été accordé! Pourtant, les affaires se portent très bien! Sans parler des longues journées de travail, de la pression

sur les délais, des chantiers trop souvent insalubres et des mesures de sécurité insuffisamment respectées.» Les employés présents, dont la plupart sont temporaires, soupirent. Le syndicaliste rappelle que, l'an passé, les syndicats ont quitté la table des négociations, car les employeurs ont refusé d'augmenter les salaires.

CHANGER LES CHOSES

«Si nous sommes là aujourd'hui, c'est pour connaître vos principales revendications, reprend José Sebastiao. Cette CCT, ce n'est pas la mienne, c'est la vôtre!» Ce jour-là, une quinzaine de questionnaires seront remplis. Sur le dépliant, on retrouve douze revendications élaborées par le comité du second œuvre romand, et les travailleurs sont invités à cocher les trois plus importantes selon eux. «L'augmentation des salaires est déjà précochée, car c'est primordial, je pense que personne n'est contre», lance-t-il.

Parmi les améliorations proposées, on retrouve la prise en charge du temps de trajet, les indemnités de repas à



Pause de midi sur le chantier de la future Maison de l'enfant et de l'adolescent des Hôpitaux universitaires de Genève. Une équipe d'Unia informe des plaquistes sur les enjeux du renouvellement de leur CCT et présente les questionnaires de l'enquête.

20 francs, les pauses payées le matin et l'après-midi, le paiement des heures supplémentaires à 25%, la réduction du temps de travail, des chantiers dignes (toilettes propres, vestiaires chauffés, etc.), une meilleure protection contre le licenciement des travailleurs âgés, une limitation du travail temporaire, la hausse des contrôles des mesures de sécurité sur les chantiers et les conditions de travail, une vraie stratégie en

cas d'intempéries et, enfin, la prise en charge par le patron des vêtements de travail et des équipements de protection individuelle.

L'un des plaquistes présents, temporaire depuis six mois, a coché le panier et les heures supplémentaires. «On ne s'y retrouve pas sinon, entre les frais de déplacement et les frais de repas.» Il évoque par ailleurs les difficultés du métier. «Il faut toujours aller plus vite,

on nous stresse sans arrêt, par contre, on ne nous verse pas plus de salaire. C'est très pénible, on nous demande de porter des plaques qui font jusqu'à 45 kilos l'unité, tout seul. Le soir, on rentre, on est cassés.» La campagne devrait durer plusieurs mois, et sera menée sur des chantiers de toute la Suisse romande. ■

DES NETTOYEUSES BIENNOISES EN LUTTE À LA TRIBUNE DU CONGRÈS

Elles se battent depuis des semaines contre l'externalisation de leur emploi et l'importante perte salariale que cela implique

Manon Todesco

Le Congrès d'Unia du 26 février se tenant à Bienne, impossible de passer à côté du combat mené depuis des semaines par les nettoyeuses de la Clinique des Tilleuls, aux mains du groupe Hirslanden, qui leur a annoncé l'externalisation de leur emploi et donc des baisses massives de salaire. Ovationnées par les délégués, elles sont montées à la tribune pour raconter leur histoire. «Cela fait 25 ans que je travaille dans cette clinique et que je nettoie les blocs opératoires, dit l'une d'entre elles. La reprise de l'activité par l'entreprise Vebego SA implique pour nous des salaires entre 500 et 900 francs par mois inférieurs à nos salaires actuels, nous ne sommes pas d'accord avec cela. Nous méritons mieux! Nous travaillons toutes depuis des décennies, jour et nuit, et avec le cœur pour les patients et les médecins. Nous nous sentons rejetées et humiliées.»

Pour rappeler les faits précis, huit nettoyeuses sont concernées. Elles ont toutes entre 50 et 62 ans et de 14 à 32 ans d'expérience à la clinique. Elles ont reçu une lettre de licenciement à Noël dernier, ainsi que des nouveaux contrats au nom de l'entreprise qui reprendra l'activité au mois d'avril. Unia les soutient dans leur lutte. Légalement, le groupe Hirslanden a fait les choses dans les règles. Quinze des 17 cliniques qu'il possède en Suisse ont déjà recouru à l'externalisation du nettoyage. Il s'agit de faire des économies sur le dos des travailleuses et des travailleurs qui ont déjà les salaires les plus bas. Et ça, ça ne passe pas pour le personnel et son syndicat. Des actions de protestation ont eu lieu pour dénoncer l'attitude du groupe. Une pétition munie de 700 signatures demandant un vrai plan social a également été déposée début mars. Le groupe avait proposé une indemnité de 400 francs par mois et par employée durant six mois pour pallier les baisses de salaires. «Ce n'est pas suffisant, déplore Alain Zahler, secrétaire régional d'Unia Bienne, en charge du dossier. Orallement, on leur avait parlé de toucher les indemnités pendant douze mois, et dans une lettre adressée fin décembre, on leur écrit finalement qu'il ne s'agira que de six mois. Ce n'est pas sérieux.»

A l'heure où nous mettions sous presse, le délai pour signer les nouveaux contrats était dépassé. Trois nettoyeuses ont refusé de le faire et deux autres seraient prêtes à accepter si on leur garantit les mêmes horaires et le même lieu de travail. La bataille continue... ■



Les nettoyeuses de la Clinique des Tilleuls, au côté de l'équipe d'Unia début mars, lors du dépôt de leur pétition munie de 700 signatures.

Haro contre le harcèlement dans le nettoyage

Les partenaires sociaux romands du nettoyage se sont accordés sur des hausses de salaire dès 2023. Une ligne téléphonique antiharcèlement a par ailleurs été mise à la disposition du personnel

Manon Todesco

Réunis fin 2021, les partenaires sociaux du secteur du nettoyage romand ont négocié en vue du renouvellement de la Convention collective de travail (CCT). Ils se sont mis d'accord pour la prolonger pour une durée de trois ans, à savoir jusqu'au 31 décembre 2024. Tous les salaires minimums seront augmentés en 2023 et 2024, entre 1% et 3,2% selon les catégories, et trois d'entre elles (les plus basses) seront supprimées au 1^{er} janvier prochain*. A Genève, les augmentations de salaire sont intervenues dès le 1^{er} janvier dernier afin de se conformer à l'entrée en vigueur du salaire minimum cantonal. «Le problème à Genève, c'est que, pour la catégorie E d'entretien, la formation n'est plus valorisée», regrette Camila Aros, secrétaire syndicale en charge du secteur à Unia Genève. «Les travailleurs sont un peu frustrés au bout du lac, car ayant déjà le salaire minimum, ils souhaitaient améliorer d'autres points de la convention.» La syndicaliste annonce que, dès l'automne prochain, des négociations seront menées afin de revoir l'intégralité de la CCT, chose qui a été inenvisageable dans le contexte de la pandémie.

«Enfin, nous avons obtenu que les salaires soient revalorisés si l'indice des prix à la consommation augmentait de plus de 2%», rapporte la syndicaliste. «En fonction du cas, la situation

CONSEIL GRATUIT

Ce n'est pas tout. Les syndicats, notamment Unia, et les patrons en ont profité pour mettre sur pied un dispositif inédit antiharcèlement destiné à l'ensemble du personnel de la branche en Suisse romande. Concrètement, il s'agit d'une ligne téléphonique gratuite et confidentielle, atteignable 7 jours sur 7 en six langues. «La CCT prévoyait une protection contre le harcèlement sexuel, mais cela n'avait jamais été appliqué, explique Camila Aros. A la suite de la Grève des femmes de 2019, nous nous sommes battus et, après deux ans de travaux, le projet a pu aboutir et s'est élargi à toute sorte de harcèlement et de mobbing.»

Baptisée «Hotline Confiance» et financée par la Commission paritaire, elle s'adresse aux travailleuses et aux travailleurs qui vivent des tensions ou des conflits sur leur lieu de travail, avec un supérieur hiérarchique ou un collègue, qui se sentent isolés, dénigrés, discriminés, harcelés (sexuellement ou psychologiquement) ou encore épousés.

Au bout du fil, on retrouve des personnes formées en matière de protection de l'intégrité personnelle des travailleurs, comme des juristes ou des psychologues, qui sauront écouter et conseiller, de manière neutre, confidentielle et en français, mais aussi en allemand, en italien, en portugais, en espagnol ou en anglais.

* Le site service-cct.ch (rechercher «secteur du nettoyage») informe sur les différentes dispositions de la CCT et permet de calculer le salaire minimum.

«Hotline Confiance»: téléphone 0800 06 06 00, gratuit et confidentiel, disponible 7 jours sur 7, de 8h à 18h30, en français, allemand, italien, portugais, espagnol et anglais.

BOULOT, DODO, MAIS SANS MÉTRO

Dans *A plein temps*, le réalisateur Eric Gravel raconte le quotidien d'une femme de chambre, mère de deux enfants, aux prises avec une grève des transports en commun. Un film palpitant au rythme effréné, tourné comme un thriller, qui met en scène une travailleuse parmi les plus précaires

Textes Nicolas Jacot

Julie, maman divorcée, vit dans un village aux environs de Paris. Elle a fait le choix d'une existence à la campagne pour offrir un meilleur cadre de vie à ses deux enfants. Employée comme première femme de chambre dans un palace, elle est contrainte d'effectuer des allers-retours journaliers avec la capitale. Chaque matin, elle confie ainsi son fils et sa fille à sa voisine avant de se rendre à son travail. Disposant d'un bagage en économie, Julie a l'espérance de décrocher un job qui lui permettrait d'envisager le futur de manière plus sereine. Dans cette optique, elle multiplie les offres d'emploi. Mais alors qu'un entretien d'embauche prometteur se présente à elle, une grève générale éclate, paralysant complètement les transports en commun. Le quotidien précaire de la jeune femme se transforme alors en enfer. Journées à rallonge, recherche désespérée de moyens de déplacement, retards, pressions de sa supérieure, personnel réduit, Julie se débat de toutes ses forces dans un environnement qui semble lui être complètement hostile. Après *Crash Test Aglaé* en 2017, une comédie qui traitait de la délocalisation d'une usine automobile vers l'Inde, le cinéaste franco-canadien Eric Gravel propose un nouveau long mé-

trage, que l'on pourrait qualifier de film à suspense social. En effet, *A plein temps* suit son héroïne pas à pas dans une course sensorielle épique à travers un Paris anxiogène. «Je voulais l'accompagner un peu comme dans un film d'action», explique le réalisateur et scénariste. Le résultat en est un véritable thriller oppressant et palpitant porté par la comédienne Laure Calamy, auteure d'une performance extrêmement physique. Le tout rythmé par une musique électronique lancinante qui vient souligner les tribulations stressantes de Julie.

DANS UN ANGLE MORT

«J'interroge nos rythmes de vie et nos combats quotidiens. [...] C'est un équilibre difficile à trouver et tous n'y parviennent pas», explique Eric Gravel, à propos de l'objectif de son film. Et le choix de mettre en scène une femme seule avec ses enfants n'est évidemment pas dû au hasard. Qui plus est une femme exerçant un métier de service «qui ne s'arrête jamais» et ce malgré les grèves. Le long métrage vient ainsi rendre hommage à ces travailleuses de l'ombre en filmant leurs gestes professionnels comme rare-

ment au cinéma. Et par souci de véracité, plusieurs comédiennes ont suivi une formation auprès de véritables femmes de chambre.

De plus, le cinéaste vient raconter l'histoire d'une mère qui lutte seule, alors qu'autour d'elle, une grève générale éclate: «J'avais envie que vivent en parallèle le combat individuel et collectif, analyse-t-il, que graduellement, on comprenne qu'ils sont liés, racontent la même histoire, que l'un est la conséquence de l'autre. Julie est dans un angle mort, elle appartient à cette catégorie de travailleurs parmi

les plus vulnérables, pour lesquels il y a une vraie difficulté à faire grève et à être représentés.» *A plein temps* apparaît donc comme le portrait admirablement campé d'une guerrière acharnée et tenace. Une guerrière qui lutte sur tous les fronts, familial et professionnel, et ce du matin au soir. Et le réalisateur de conclure: «Julie est une héroïne du quotidien.» Une héroïne comme il y en a tant, aurait-on envie d'ajouter. ■

A plein temps, d'Eric Gravel, sortie en Suisse romande le 16 mars.



JEUNESSE MOBILISÉE, MAIS ABANDONNÉE

Interpellé par l'engagement de ses enfants au sein des mouvements climatiques, le cinéaste Frédéric Choffat leur consacre *Tout commence*. Un film documentaire intimiste qui revient sur les récents combats d'une jeunesse en mettant avant tout l'accent sur les émotions et les motivations

«Comment en sommes-nous arrivés là?» s'interroge le réalisateur suisse Frédéric Choffat. Confronté à l'ampleur de la catastrophe écologique et aux interpellations de ses propres enfants, le cinéaste se lance dans ce projet de film documentaire qui se penche sur les combats climatiques en Suisse de ces dernières années: des premières grandes manifestations début 2019 à l'évacuation de la Zad du Mormont au printemps 2021, en passant par les blocages et les actions pacifiques, les innombrables procès et, surtout, la brutale interruption liée au Covid. Au fil des mois, il suit ainsi sa fille Lucia, 13 ans, et son fils Solal, 16 ans. A leurs côtés, trois autres jeunes - Quentin, Alexandra et Robin - plus jeunes membres de la famille - notamment des grands-parents concernés - mais également Mme Laila Batou, avocate des activistes, viennent compléter les témoignages.

Tout commence met l'accent sur la singularité de telles luttes de la part de si jeunes militants en se penchant davantage sur leurs émotions, leurs sentiments et leurs motivations que sur les faits scientifiques. Le documentaire mêle ainsi la détermination, la colère et les an-



goisses pour l'avenir des activistes qui gardent malgré tout leur humour et leur gaîté. Le film souligne également le sentiment d'injustice éprouvé par ces jeunes qui ont «l'impression de s'en prendre plein la gueule» et de «s'écraser contre un système qui n'a pas envie de changer». Et qui, face au désintérêt de la société pour ces questions, en arrivent légitimement à s'interroger: «Est-ce que ce monde a vraiment envie d'être sauvé?» Une sensation d'impuissance encore amplifiée par ces «Bravo les jeunes!» qu'ils entendent constamment, comme si la population se reposait complètement sur eux. Eux qui prennent les risques, se牺牲ent et finissent devant la justice...

ATTENDEZ VOTRE TOUR...

Au cœur du documentaire, figure également la question du rôle du pouvoir judiciaire, à travers les explications percutantes de Mme Laila Batou. Si les premiers rares jugements d'acquittement pouvaient être vus comme une main tendue pour réconcilier les jeunes et les institutions, et une manière d'inviter le pouvoir législatif à agir rapidement, les condamnations et l'acharnement qui ont suivi ont douché ces espoirs. Une manière de dire aux jeunes, selon les termes ironiques de l'avocate: «Le législateur fera ce qu'il voudra quand il voudra. Vous n'avez qu'à



attendre votre tour. Quand vous serez parlementaires, vous voterez des lois. Et s'il faut attendre 40 ans, on attendra 40 ans. Ce n'est pas grave, nous, on ne sera plus là de toute façon...»

Si les témoignages recueillis n'ont certes pas tous la même force et la même pertinence, le film a le mérite de montrer les coulisses du mouvement, entre anecdotes et partage d'expériences. Et Frédéric Choffat de préciser: «J'ai souhaité écouter mes enfants, leurs amis, et tenté de brosser un portrait de leur génération. Celle qui bouge, qui se questionne, qui n'en peut plus d'un monde qui court à sa perte.» ■

Tout commence, de Frédéric Choffat, sortie en Suisse romande le 16 mars.

Des séances spéciales suivies d'une discussion en présence de l'équipe du film auront lieu dans toute la Suisse romande. Horaires et cinémas sur: toutcommence.lefilm.ch

PREMIER PRIX, MAIS SANS-ABRI

Avec *Trois fois rien*, la réalisatrice française Nadège Loiseau imagine le parcours rocambolesque de trois SDF gagnants du Loto. Une comédie joyeuse et un peu déjantée qui n'empêche pas une certaine réflexion sur la difficulté de s'extraire de la précarité

Brindille et Casquette, deux sans domicile fixe et compagnons d'infortune, vivent au jour le jour dans le bois de Vincennes à Paris. Leur rencontre avec La Flèche, un jeune vagabond foldingue, et son chien Connard va toutefois venir bouleverser leur train-train quotidien. Sur une étourderie du gamin, ils remportent en effet le gros lot au Loto. Après l'euphorie de cette victoire qui devrait enfin améliorer leur situation précaire, les trois hommes déchantent. Car sans adresse, sans document d'identité et sans compte bancaire, le paiement est impossible. Débuté alors un parcours administratif kafkaïen semé d'embûches pour pouvoir encaisser l'argent. Un chemin de croix que les compères abordent avec naïveté, mais aussi avec un humour à toute épreuve. Mais quand chacun commence à envisager «la vie d'après» de manière différente, des tensions apparaissent au sein du trio. Brindille, Casquette et La Flèche réussiront-ils à mettre de côté leurs divergences et à profiter de leur gain?

Deuxième long métrage de la réalisatrice et scénariste française Nadège Loiseau, *Trois fois rien* s'attaque à un thème de société grave, les sans-abri, en faisant le choix franc de l'humour. «Je trouve important, explique la cinéaste, que la comédie s'empare de sujets durs, reliés à notre quotidien, et qu'elle fasse rire malgré la gravité des situations évoquées. J'avais envie de m'autoriser à traiter de la précarité en racontant cette histoire d'amitié entre trois marginaux.» Et même si l'émotion émerge souvent - «Le rire n'est jamais loin des larmes», précise la réalisatrice - avec ses person-

nages loufoques et attachants, ses situations ubuesques et grotesques et ses gags à répétition, le film propose un moment de bonne humeur simple et sans chichi.

RETRouver une vie normale?

Mais sous sa légèreté, l'histoire amorce également une vraie réflexion sur la complexité de sortir de la précarité. Alors que les entraves bureaucratiques viennent exclure de la société celles et ceux à la marge, les SDF eux-mêmes constatent la quasi-impossibilité de remonter la pente et de revenir dans le système. «Il n'y a pas de solution pour les gens comme nous», lance, désespéré, un des protagonistes. Ainsi, alors que Brindille aspire à retrouver une vie «normale» et un peu de dignité et que La Flèche dépense de manière immodernée, Casquette semble, lui, incapable de se détourner de sa vie d'errance. Mais en rendant toute leur humanité à ces personnages, *Trois fois rien* vient finalement questionner le regard que nous portons sur les SDF, souvent filmés de manière peu soignée et considérés comme des personnes paumées et vulgaires. Et la réalisatrice d'affirmer, peut-être un peu naïve: «Si ce film peut déclencher l'envie chez un spectateur d'entrer en contact avec le mendiant en bas de chez lui, ce sera ma petite victoire! Je ne suis évidemment pas là pour donner des leçons, et le film n'est pas fait pour ça, mais j'espère fort que l'humanité au cœur de ce film puisse faire évoluer le regard que l'on porte sur les exclus et les exclus.» ■

Trois fois rien, de Nadège Loiseau, sortie en Suisse romande le 16 mars.



BILLETS GRATUITS!

Nous tenons à la disposition de nos lectrices et de nos lecteurs 10 billets gratuits pour le film *Tout commence* offerts par le distributeur Agora Films.

Attention, ces billets sont valables uniquement du lundi au vendredi (jours fériés exclus).

Intéressés? Ecrivez-nous en indiquant vos coordonnées à forum@evenement.ch ou à *L'Événement syndical*, place de la Riponne 4, 1005 Lausanne.